

REPUBLIQUE DU NIGER

TEXTE
DE
L'ALLOCUTION
DE
Monsieur KIMBA HASSANE

Conseiller au Secrétariat Exécutif du Conseil National de l'Environnement
pour un Développement Durable

Troisième Session de la Conférence des Parties à la Convention-Cadre des
Nations Unies sur les Changements Climatiques

Kyoto, 9 Décembre 1997

**Troisième Session de la Conférence des Parties à la Convention
Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques.**

1-10 Décembre 1997, Kyoto, Japon

Déclaration du Chef de la Délégation du Niger

Monsieur le Président,

Votre brillante élection à la Présidence de cette Troisième Session de la Conférence des Parties à la Convention-Cadre des Nations unies sur les Changements Climatiques nous offre l'agréable occasion de vous présenter nos vives félicitations ainsi que nos vœux de succès dans l'accomplissement de votre noble et exaltante mission.

C'est aussi le lieu de rendre un hommage à votre prédécesseur, Monsieur le Ministre Chimutengwende, pour la manière somme toute efficace et exemplaire avec laquelle il a su se mettre à la hauteur du mandat dont il a été investi.

Au Secrétaire Exécutif, Monsieur Cutayar, et à toute son équipe, je voudrai au nom de la délégation nigérienne exprimer notre total soutien, et nos vifs encouragements pour la poursuite du remarquable travail accompli ainsi que toute notre appréciation pour la constante disponibilité dont ils ont fait preuve.

**Monsieur le Président,
Monsieur le Secrétaire Exécutif,
Mesdames et Messieurs les Chefs de délégation,
Mesdames, Messieurs,**

Point n'est besoin de rappeler que mon pays le Niger, pays sahélien , souffre déjà des conséquences contraignantes d'une variabilité climatique caractérisée par une persistance de la sécheresse depuis le début des années 70. Aussi, avec le Changement Climatique il faut s'attendre à ce que les conditions météorologiques défavorables résultant de ce changement continuent à perturber nos économies, à rendre nos récoltes aléatoires, à rendre difficiles les remboursements de nos dettes ; à compromettre nos équilibres sociaux pour tout dire.

**Monsieur le Président,
Honorables Délégués,**

Pour nous la Conférence de Kyoto représente le Forum où nous devons décider collectivement d'une gestion responsable du climat, sur la base des conclusions du Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat, en engageant les actions positives communes pour réduire effectivement les émissions des gaz à effet de serre.

Aussi, je ne manquerai pas de porter à la bienveillante attention des éminentes délégations ici présentes, les considérations suivantes auxquelles mon pays attache une importance particulière :

- Tout d'abord les Pays cités à l'Annexe I de la Convention doivent nécessairement respecter leurs engagements quant à la réduction de leurs émissions. Certains l'ont fait sans pour autant sacrifier leur croissance économique.
- En second lieu, un plafonnement acceptable d'émission des Gaz à effet de serre ne peut se faire que sur le principe des droits d'émission *per capita* qui prennent entièrement en compte la réalité de la croissance de la population et le principe du droit à la différence, ce qui devrait permettre de fixer des échéances pour les pays cités à l'Annexe I tout en garantissant un développement viable à ceux qui n'y figurent pas.
- Enfin, il est très important de s'entendre sur des échéances raisonnables et acceptables, échéances qui ne doivent pas être éloignées dans le temps, afin d'éviter des inconvénients supplémentaires liés à des reports inopportuns d'actions utiles pour faire face aux conséquences du Changement Climatique.

**Monsieur le Président,
Honorables Délégués,
Mesdames et Messieurs,**

La priorité pour le Niger, comme l'a dit à plusieurs reprises le Président IBRAHIM MAÏNASSARA BARE, reste et demeure la lutte contre la pauvreté pour un Développement humain durable.

Le Continent Africain sera nous le savons, l'un des plus vulnérables aux incidences du changement climatique prévu, car la pauvreté généralisée y limite les capacités d'adaptation. Pour cette raison, mon pays considère très sérieusement la mise en œuvre effective de la Convention et des accords subséquents.

C'est l'objectif qui a présidé à la création en 1996 au Niger, d'une structure nationale de coordination en matière de politique environnementale: le Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable, institution nationale comportant des structures décentralisées et des commissions techniques parmi lesquelles la commission technique nationale sur les changements et variabilité climatiques.

Le Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable constitue au Niger, le cadre permanent de consultation, d'orientation, d'harmonisation et d'intégration des aspects environnementaux des politiques sectorielles de développement économique et social au rang desquelles figure la mise en œuvre effective de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques, la Convention de Nations Unies sur la Lutte contre la Désertification, la Convention des Nations Unies sur la Diversité Biologique et les textes subséquents.

Je voudrais à ce niveau préciser que mon pays, le Niger, prépare actuellement sa première Communication Nationale sur les Changements Climatiques grâce au soutien du Programme des Nations Unies pour le Développement et du Fonds pour l'Environnement Mondial. C'est aussi, l'occasion de remercier ces deux institutions pour ce précieux concours.

**Monsieur le Président,
Honorables délégués,**

Pour faire face aux conséquences du changement climatique par la mise en œuvre effective de la Convention dans un pays comme le Niger, il faudra nous le savons tous, aussi bien des ressources financières qu'un transfert de technologie, transfert au sens global de renforcement des capacités nationales. Il nous faudra également participer à l'effort entrepris au niveau du Continent Africain. C'est dire que l'échange d'informations et d'expériences sur les options et stratégies d'adaptation sera aussi important que les apports financiers et technologiques.

C'est pourquoi, Monsieur Le Président, nous prions à travers vous le Secrétariat de la Convention de bien vouloir, en collaboration avec les institutions spécialisées des Nations Unies, examiner la possibilité de réanimer et de rendre opérationnel le Réseau d'Etude sur les Incidences du Climat et les Stratégies d'Adaptation en Afrique (CIRSNNet/Africa), initiative du Programme des Nations Unies pour l'Environnement, dont mon pays avait accueilli l'atelier de lancement en Juillet 1995.

Monsieur le Président,

Je ne saurai terminer mon allocution sans remercier vivement le Gouvernement du Japon et la population de cette magnifique cité de Kyoto pour l'accueil combien chaleureux dont nous avons été l'objet.

Je vous remercie.